

Arrêté préfectoral n° IC/2026/ **081**
portant abrogation de l'arrêté n°IC/2025/077
mettant en demeure la Société Picardie
Régénération (SPR) de respecter les
prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre
2010 relatif au stockage en réservoirs aériens
manufacturés de liquides inflammables,
exploités au sein d'une installation classée pour
la protection de l'environnement soumise à
autorisation, exploitée 5 route de Soissons à
CHAUNY

La Préfète de l'Aisne,

VU le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne,

VU l'arrêté préfectoral n°2025-54 du 1^{er} septembre 2025 modifié donnant délégation de signature à Mme Isabelle BUREL, secrétaire générale de la préfecture de l'Aisne, sous-préfète de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 27 novembre 2025 transmis à l'exploitant le même jour suite à la visite d'inspection du 6 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2025 de l'établissement SPR à CHAUNY, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant s'est mis en conformité en réalisant une visite externe détaillée pour l'ensemble des réservoirs de stockage du site,

SUR proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Aisne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n° IC/2025/077 du 22 avril 2025 susvisé est abrogé.

Article 2 :

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aisne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 :

La secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, l'Aisne, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés chacun en ce qui, le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de CHAUNY, au commandant du groupement de gendarmerie de l'Aisne, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de LAON et notifiée au directeur de la société SPR.

À Laon, le 22 AVR. 2026



Fanny ANOR